

RADIO AVULETE ET AFROCENTRICITY THINK TANK

DEBAT PANAFRICAIN :

LE COUP D'ETAT MILITAIRE AU NIGER : LE GENERAL TCHIANI DEFIE LA CEDEAO AVEC LE SOUTIEN DU PEUPLE

Invité et Interview : **Dr. Yves Ekoué AMAÏZO**, Directeur Général
de Afrocentricity Think Tank

Journaliste : **M. Sylvain AMOS (SA)**

Adresse : Suisse.

Emission du Samedi 5 août 2023 :

LE COUP D'ETAT MILITAIRE AU NIGER : LE GENERAL TCHIANI DEFIE LA CEDEAO AVEC LE SOUTIEN DU PEUPLE

Participants à l'émission :

M. Salifou OMAR, Consultant en Communication et
Marketing, depuis Niamey au Niger

Dr. Jean-Aimé MOUKETOU, Professeur qualifié pour
l'enseignement en Nouvelle-Ecosse Canada. L'un des membres
influent de la Diaspora Gabonaise au Canada.

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO, Président Afrocentricity Think Tank,
Consultant International, Togolais en Autriche

Lien : www.radioavulete.com – www.kanalk.ch

Podcast : https://www.youtube.com/watch?v=IT_SF_AALXE

Ecouter l'audio en podcast sur : www.afrocentricity.info



1. SA. *Qu'est-ce qui peut expliquer, selon vous, ce coup d'Etat militaire au Niger ?*

YEA. Merci pour l'invitation. Permettez-moi d'abord de rappeler que le Niger, et plus globalement l'Afrique, n'ont pas encore prononcé de sanctions contre la France, ni les pays de l'OTAN pour avoir déstabilisé toute la région du Sahel, après avoir mis en esclavage tout en exploitant gratuitement les populations et les richesses africaines.

Les Africains attendent encore les réparations !

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui a exclu le « développement » de ses objectifs, a ordonné d'importantes sanctions contre l'Etat du Niger quatre jours après le coup d'État militaire. Ces sanctions comprennent :

- la fermeture des frontières terrestres et aériennes entre les pays de la CEDEAO et le Niger ;
- l'établissement d'une zone d'exclusion de la CEDEAO pour tous les vols commerciaux à destination ou en provenance du Niger ;
- la suspension de toutes les transactions commerciales et financières ;
- le gel des avoirs du Niger dans les Banques centrales de la CEDEAO et dans les banques commerciales ;



- la suspension de toute assistance et de transactions financières en faveur du Niger par la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) ; ainsi que
- L'ultimatum d'intervenir militairement d'ici le 6 août 2023 si le président déchu et séquestré n'est pas rétabli dans ses fonctions et que la « Constitution » reprenne ses droits.

En réalité, ces sanctions ne sont que le prolongement de sanctions déjà prises par la France, les Etats-Unis, la Banque mondiale et les pays occidentaux qui systématiquement cherchent à rester en retrait et faire porter toute la responsabilité aux dirigeants africains bien naïfs sur le rôle que leurs « maîtres néocoloniaux » veulent bien leur faire jouer.

Croire qu'il est possible « de libérer et de réinstaller le président destitué Mohamed Bazoum dans un intervalle d'une semaine, faute de quoi, la CEDEAO allait recourir à la force pour rétablir l'ordre constitutionnel » relève de l'illusion des dirigeants autocrates africains qui ne sont plus habitués à trouver des contre-pouvoirs sur leur route. La réponse des nouvelles autorités du Niger a été immédiate : « *Nous mettons en garde la CEDEAO et ses alliés contre toute intervention militaire à Niamey. En conséquence, nous serons obligés de nous défendre jusqu'à la dernière énergie. Nous sommes prêts* », a rétorqué le Général Abdourahmane Tchiani, le chef des putschistes nigériens, qui n'a pas hésité à mettre en garde une certaine communauté internationale « *contre toute éventuelle intervention militaire étrangère* ».

Par ailleurs, en voulant opposer le Coup d'Etat militaire à la démocratie, les pays qui ont exploité le Niger et usuré les richesses du Peuple africain, à savoir, les pays occidentaux, la France en particulier, se trompent sur les solutions. Personne ne met en cause la souveraineté de la France, encore moins la sécurité de ressortissants français. Alors qui peut comprendre pourquoi la France refuse à un Peuple africain, en l'espèce, le Peuple nigérien, de se battre pour recouvrer sa souveraineté mise sous tutelle.

Officiellement, **c'est le coup d'Etat militaire** qui a conduit certains chefs d'Etat africains en Afrique de l'Ouest à s'aligner sur ce que la France et l'Union européenne ont décidé de faire. Bola Tinubu semble avoir pris la tête de ces chefs d'Etat, sans trop d'ailleurs avoir réfléchi auparavant aux conséquences tant en termes d'images que de crédibilité.

Mais la réalité est que personne ne veut parler des vrais causes qui sont à l'origine des coups d'Etat militaires en Afrique. Il s'agit **de la non représentativité des dirigeants africains pour le Peuple africain, et surtout cinq formes perverses de prolongation de la colonisation et d'un néolibéralisme exclusif des peuples :**

- les ingérences multiformes des pays occidentaux, françaises en particulier, dans les affaires africaines, niant ainsi la souveraineté des Etats africains avec en prime l'humiliation et le refus d'établir des relations d'égal à égal, autrement dit, la perpétuation de la vassalité et de la servitude via l'utilisation de réseaux ésotériques et des africains acceptant de trahir le Peuple africain et l'idéal panafricain ;
- le refus de reconnaître les coups d'Etat constitutionnels qui permettent à des dirigeants africains de s'accaparer l'Etat et de s'éterniser au pouvoir, tout en jouant la politique des deux poids deux mesures en justifiant toutes les dictatures et les autocrates qui servent les intérêts occidentaux, ceux de la France en particulier ;
- le refus de la France de payer au juste prix les matières premières africaines, l'uranium pour prendre l'exemple du Niger : Le prix de l'uranium en août 2023 était de 56,25 dollars des Etats-Unis (\$EU), la livre. Mais le prix payé par la France ou l'Union européenne oscillerait entre (0) zéro et 20 \$EU. Il faut savoir que la dépendance de la France de l'Uranium nigérien



oscillerait entre 25 % et 70 %, alors que l'Union européenne, serait entre 25 % et 35 %. Tous ces chiffres proviennent des sources occidentales, donc non indépendantes, et généralement minorées ;

- l'impérialisme culturel qui marginalise la culture africaine et surtout lui interdit de servir de fondement et de réunification des Africains entre eux ; et enfin
- la politique de dépopulation de l'Afrique et de déstabilisation systématique qui prennent des formes aussi variées que l'eugénisme, l'accentuation de conflits locaux pour mieux servir de médiateur (ou utiliser des Africains par télécommande ou des institutions africaines par procuration), l'utilisation de groupes terroristes, les armes de destruction massives de types bactériologiques dont les virus et les vaccins ; l'endettement budgétaire, la non-convertibilité du Franc CFA et l'interdiction de trouver des alternatives avec des partenaires plus fiables en termes de partenariat.

En définitive, les chefs d'Etat de la CEDEAO n'ont aucun mandat légal pour intervenir au Niger. Au contraire, les sanctions financières sont illégales car provenant des décisions de la structure franco-africaine, l'UEMOA (Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest), elles-mêmes illégales que le Niger ne manquera pas d'attaquer devant les juridictions africaines comme l'a fait le Mali avec le succès que l'on sait.

Le Protocole additionnel de 2001 de la CEDEAO porte sur la prévention des crises et la résolution des conflits, et plus largement sur la gouvernance et la démocratie. Il n'y ait nullement d'intervenir militairement. C'est une idée de l'OTAN sans autorisation tacite du Conseil de Sécurité, comme en Libye.

2. SA. Est-ce que ces sanctions de la CEDEAO contre le Niger peuvent-être efficaces ?

YEA. La réponse se trouve dans la lecture des sanctions illégales précédentes de la CEDEAO en Afrique de l'Ouest : la réponse est non sur le moyen terme et risque même d'être contre-productif, voire même de déclencher un coup d'Etat au Nigéria et ailleurs dans la zone. En effet, la fermeture illégale des frontières au sein de la CEDEAO ne constitue pas qu'une intimidation pour les nouvelles autorités du Niger, mais bien une volonté d'éradiquer les populations pauvres et appauvries par la mauvaise gestion et la corruption des dirigeants de nombreux dirigeants de la CEDEAO. Il faut savoir qu'une part importante des importations essentielles nigériennes – dont le pétrole raffiné, le riz et les produits agricoles comme les oignons - sont acheminées par camion depuis les pays voisins avec plus de 1 000 véhicules par jour – sur la route commerciale la plus fréquentée entre par exemple le port de Cotonou au Bénin et Niamey au Niger. Or, stopper ces échanges du jour au lendemain, non seulement relève de l'inconscience, mais ne peut s'expliquer que par la volonté de générer un chaos par procuration, vraisemblablement sur instruction occidentale. De fait, la volonté occidentale d'utiliser les chefs d'Etat de la CEDEAO contre les peuples africains, a amplifié une prise de conscience des peuples africains de la zone. Les sanctions sont automatiquement devenues des sanctions contre les Peuples africains, et les chefs d'Etat sont devenus des traîtres à la cause africaine et agissant comme des marionnettes sans boussole. Certains ont même qualifié Bola Tinubu de « 7^e de nains dans le conte occidental « Blanche-neige ».

Les sanctions devenues contre-productives ne peuvent plus être efficaces, au contraire, elles légitiment paradoxalement le Coup d'Etat militaire qui apparaît, comme dans le cas du coup d'Etat du Général De Gaulle en France ou celui de Jerry Rawlings au Ghana, comme un moyen pacifique de sauver la patrie et de retrouver la souveraineté du Niger sur la base d'un processus inclusif et en



sybiose avec la grande majorité des Peuples nigériens, africains et des Afrodescendants dans la Diaspora. Les chefs d'Etat de la CEDEAO décident sur ordre extérieur et réfléchisse par la suite. Il ne faut pas s'étonner que les Peuples du Nigeria (Haoussa) et ceux du Niger (Haoussa) ne puissent pas se faire la guerre alors que la seule séparation fictive existante est le trait d'une règle tracée comme une frontière par les agents de la colonisation. Il ne faut s'étonner que parmi les gouverneurs qui ont choisi Bola Tinubu, le mal élu, la sagesse l'ait emporté pour finalement interdire ce Secrétaire de l'Etat fédéral du Nigeria de commettre l'irréparable, introduire le chaos occidental au Sahel en Afrique de l'Ouest.

3. SA. Qu'est-ce qui explique les sanctions de la CEDEAO contre le Niger ?

YEA. Vous ne pouvez pas parler de sanctions de la CEDEAO sans faire référence au *protocole additionnel de la CEDEAO sur la bonne gouvernance, qui n'est appliqué que de manière partielle et partielle.*

Le Protocole additionnel de 2001 de la CEDEAO porte sur la prévention des crises, la résolution des conflits, la gouvernance et la démocratie. Il s'agit d'un dispositif complémentaire pour tenter de répondre aux causes profondes qui conduisent à des conflits institutionnels, de non-respect des libertés et des droits humains et surtout de l'accession au pouvoir en l'Afrique de l'Ouest, ce depuis l'an 2000. Le protocole prévoit entre autres une intervention non militarisée dans les six principaux cas suivants :

- a. le contrôle militaire du pouvoir politique dans divers pays ;
- b. les modifications constitutionnelles pré-électorales intempestives non consensuelles et partisanses ;
- c. les déficiences en matière de transparence, de fiabilité des systèmes électoraux et de sincérité des scrutins ;
- d. les déficits en matière d'Etat de droit, de liberté de la presse et de respect des droits humains ;
- e. les causes structurelles de la pauvreté, de l'intolérance, de l'exclusion, des fortes inégalités sociales ;
- f. la lutte contre la corruption, l'impunité et le développement du crime organisé.

Or dans la pratique et au fil des années, la CEDEAO qui s'est structurée comme un syndicat de chef d'Etat et moins comme une organisation de défense des intérêts des Peuples africains. Elle a volontairement et subrepticement introduit un formidable quiproquo, voire une hypocrisie qui est en train de lui exploser à la figure aujourd'hui. Les dirigeants successifs de la CEDEAO ont mis l'accent sur le seul problème qui les concerne, à savoir, comment protéger celui qui est au pouvoir pour qu'il ne perde pas ce pouvoir, surtout pas du fait des peuples, encore moins des militaires. C'est ainsi que la place et le rôle du protocole additionnel de 2001 de la CEDEAO sur la prévention et la résolution des crises ont été convertis en comment neutraliser le pouvoir des peuples et le pouvoir des militaires tentés par l'accession au pouvoir. Le tout si possible doit se faire en respectant religieusement les consignes des pays occidentaux donneurs de leçon, qui assureraient le service après-vente en fournissant les armes, la logistique, la désinformation institutionnalisée avec les médias politiquement correct dit « mainstream ». Ces médias occidentaux, de plus en plus décriés, le sont pour avoir systématiquement avalisé les contrevérité des urnes afin de préserver ou de conserver le chef d'Etat africain qui contribuerait le mieux à la préservation des intérêts étrangers occidentaux - français en l'espèce -, moyennant parfois sinon souvent, quelques commissions en « cash » ou « avoirs bancaires en Occident », ou des avantages politiques.



Or, à force de ne pas résoudre les problèmes du Peuple, certains militaires africains ont compris qu'ils ne pouvaient continuer à servir un chef d'Etat qui travaille contre les intérêts du Peuple africain. Lorsqu'en plus, comme ce fut le cas au Niger, au Mali, au Burkina-Faso, et en Guinée, et que c'est encore le cas au Togo, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, et au Bénin, au Ghana, etc., le chef d'Etat contribue au cercle vicieux de la préservation de la pauvreté, de la dépendance et de l'exploitation sans contreparties des richesses nationales, le tout aux dépens des peuples africains, la patience des Peuples se mue en une volonté inexorable de mutation pour une alternative politique au service de ce Peuple humilié et meurtri.

C'est donc bien la prise de conscience de certains militaires patriotes et panafricains qui ont changé la donne. Mais tout ceci n'aurait pas été possible sans le rôle des organisations citoyennes sur place au travers des réseaux sociaux, de la Diaspora africaine qui n'a cessé d'informer sur le double jeu de nombreux dirigeants occidentaux et des dirigeants africains ayant opté pour la trahison des Peuples africains.

Mais la réalité, c'est aussi l'échec et l'inefficacité des forces militaires occidentales. Il faut citer les forces françaises en particulier car elles sont visibles, mais personne n'est dupe sur le jeu des Etats-Unis avec Africom qui pactise avec les autocrates et dictateurs, comme le partenariat militaire avec Faure Gnassingbé au Togo. Officiellement, il s'agit d'aider l'Afrique à se débarrasser des groupes terroristes et d'assurer une sécurité dans la sous-région sauf que c'est bien l'OTAN avec la France en première ligne, qui ont contribué à déstabiliser les pays arabes à partir de l'Irak, puis tout le Sahel, à partir de la Libye. L'échec prévisible de l'armée française au Sahel ne faisait pas de doutes dès lors que la France n'a pas voulu aider les armées africaines à s'équiper pour agir ensemble contre des terroristes qui parfois ressemblent étrangement à des agents des services secrets occidentaux déguisés, sauf qu'il ne s'agit plus d'un « carnaval ». La réalité sur le terrain est que la France a perdu de nombreux soldats français, mais le nombre de soldats africains morts et blessés souvent par manque d'informations, de couvertures et d'équipements adéquats, ce en comparaison avec les militaires Français morts au cours des opérations dites « anti-terroristes », n'est pas comparable.

Le contrevérité des urnes étant devenue la seule chose que les pays occidentaux et la France en tête soutiennent, les peuples se sont petit à petit détournés de ces acteurs défailants. Mais la France a refusé de quitter le sol africain. Au contraire, la présence des armées, principalement dans les zones où les matières sont présentes en abondance, a créé une suspicion profonde sur le rôle même d'une armée qui perd toutes les guerres contre le terrorisme et ne gagne que celle d l'exportation à bas prix des matières premières africaines.

C'est ainsi que certains militaires patriotes et nationalistes ont compris que soutenir le pouvoir en place revenait à une triple trahison :

- se trahir en tant qu'Africain ;
- trahir le Peuple africain ; et
- trahis en soutenant un dirigeant qui travaille contre les intérêts du peuple africain.

C'est sans compter sur la possibilité d'être limogé sans préavis par un chef d'Etat autocrate qui agit souvent de concert avec les dirigeants mondialistes.

Chacun sait qu'un militaire de haut rang en Afrique fait vivre tout son village et même au-delà... Donc l'humiliation qui viendrait s'ajouter à une perte de « notabilité » a permis de sauter le pas.

4. SA. Mais alors, en rebondissant sur votre référence au « Protocole additionnel de 2001 de la CEDEAO qui porte essentiellement sur la prévention des crises en Afrique de l'Ouest, est-



ce qu'il y a n'y a pas une forme de quiproquo entre la prévention des crises selon les Occidentaux, selon les chefs d'Etat de la CEDEAO, voire même selon les Peuples africains, ceux du Niger en particulier ?

YEA. Oui, vous avez totalement raison, il y a non seulement un quiproquo, mais une hypocrisie, voire une tromperie des dirigeants occidentaux. La définition du « coup d'Etat » en France ou en Occident n'est pas la même pour le Peuple africain, qui y voit une voie de libération de la France et de l'Occident. Que de coup d'Etat soit militaire ou constitutionnel, le Peuple africain s'attache à la finalité, surtout s'il n'y a pas eu d'effusion de sang. Les Coups d'Etat orchestrés par les Occidentaux sont systématiquement avec effusion de sang, à commencer par le premier au Togo avec l'assassinat de Sylvanus Olympio, le 13 janvier 1963, à la veille de la création d'une monnaie togolaise et l'abandon du Franc des colonies françaises en Afrique.

Chacun a compris que dans le protocole additionnel de 2001, la partie portant sur les élections transparentes relève de la mystification face à la prolifération des 3^e, 4^e et 5^e mandats avec des élections sans vérité des urnes et souvent truquées avec des inversions des résultats électoraux par une commission électorale non indépendante. Alors, une grande partie du Peuple africain ainsi qu'une partie consciente des militaires africains courageux ont compris qu'il n'y avait aucune chance d'avoir une alternative du personnel, ni même une alternance politique, avec des élections qui se déroulent dans l'opacité totale. Or, il faut une transition pour préparer la mutation d'un pays et l'extraire de l'hypnose que constitue les liens historiques avec l'ancienne colonie et ses déclinaisons françafricaines et ésotériques.

La « *démilitarisation de la politique et la subordination du militaire au pouvoir civil légal* » inscrit dans le protocole additionnel de 2001 de la CEDEAO ne servait en réalité qu'à assoir et préserver le pouvoir de ceux qui ont accepté les règles internes d'un syndicat de chefs d'Etat qui fonctionnent sur la base du « tous pour un, et un pour tous », avec un élargissement au-delà des frontières auprès des entités prônant le mondialisme, l'afrocapitalisme, le néolibéralisme et la françafrique. Il y a donc besoin de déconstruire pour reconstruire. La subordination du militaire au pouvoir civil est devenue pour un temps synonyme d'exploitation et escroquerie des peuples africains. Alors face aux impératifs stratégiques de sauvegarde de la nation, les modalités pour y parvenir deviennent secondaires face aux années d'humiliation et de servitude que la France a servi au Peuple du Niger, et de nombreux pays francophones en Afrique.

Le néocolonialisme et la Françafrique ne sont que des fonctions de l'injustice, de l'usurpation, de la prédation et de l'insécurité. Autrement dit, le néocolonialisme et la Françafrique dérivent de l'impérialisme qui est une fonction d'Isfet et de la falsification. Cela ne peut que s'opposer aux intérêts des Peuples -noirs et non-blancs- qui ont pour mission de promouvoir les valeurs du Bien et de la Maât, principalement la vérité, la justice, la solidarité, l'ordre, l'équilibre du monde, l'équité, la paix et la dignité humaine pour tous. Au fond, c'est cet avènement que l'Occident et les mondialistes tentent vainement de retarder et de repousser dans le temps en tentant d'instaurer le chaos par procuration avec des traîtres africains.

5. SA. Comment expliquer la réaction de la France ? Comment jugez-vous la réaction de la France qui soutient la CEDEAO sur une éventuelle intervention militaire au Niger ?

YEA. La réaction d'Emmanuel Macron fut d'abord le fait de s'être fait avoir, marquant ainsi l'inefficacité des services de renseignements français au Niger. La France a choisi d'être de moins



en moins visible et d'agir par procuration et dans l'opacité. Or, « Jupiter » est l'une des planètes les plus visibles dans le ciel de l'hémisphère nord. *Il n'y a rien de caché qui ne sera pas révélé*

L'Union européenne, la CEDEAO et même certains journaux américains, voire le Président américain Joe Biden lui-même, tentent timidement d'offrir un sentiment de solidarité de façade suite au Coup d'Etat des militaires nigériens qui ont évincé et séquestré le Président Mohamed Bazoum, devenu ex-Président pour le moment. Accusé le 31 juillet 2023 par la Junte militaire de « *vouloir intervenir militairement* » au Niger, la France par la voix de Mme la Ministre française des affaires étrangères, Catherine Colonna, a choisi de s'en tenir au strict minimum : « *La seule priorité de la France, c'est la sécurité de ses ressortissants* ». Or, il n'y a aucune menace contre les ressortissants français au Niger. Une fois les ressortissants français évacués, la France ne peut justifier la présence de 1 500 militaires français sur le sol nigérien. Aussi, par déduction, la mise en cause des intérêts français notamment l'uranium et bien d'autres richesses qui sont exploitées aux dépens des intérêts de la population nigérienne, peuvent expliquer la réaction de la France, qui par délégation, tente et semble avoir réussi à influencer et à soutenir la CEDEAO dans sa tentative d'intervention militaire éventuelle au Niger. L'expérience du Mali pourra conduire à une aventure hasardeuse dont il faut faire porter l'entière responsabilité à Dola Tinubu, qui semble n'y voir que du « feu » dans le jeu habile du Président Emmanuel Macron au Niger. L'échec de l'autre aventure des « otages ivoiriens » au Mali ont échaudé le président Alassane Ouattara qui est subitement devenu plus silencieux, tant le doute que la France pourrait le lâcher semble prendre de l'ampleur.

Au demeurant, Emmanuel Macron a clairement expliqué que la France sera présente en Afrique mais sera de moins en moins visible. Pour ce faire, il faut des courroies de transmission locaux qui travaillent pour les intérêts français et non pour le Peuple africain. D'ailleurs, le concept de « gagnant-gagnant » est inconnu dans le dictionnaire de Jupiter, l'autre dénomination attribuée au Président Emmanuel Macron, qu'il n'a pas démenti à ce jour. En effet, il semble croire tellement au concept du « premier de cordée » qu'il oublie d'assurer le ruissellement du pouvoir d'achat pour tous, la retraite dans des conditions décentes pour tous, notamment les derniers de cordées qui apparaissent plus comme les exclus des premiers de cordée. Alors, est-ce que les nombreuses erreurs stratégiques de la France en Afrique, de Sarkozy, Hollande et Macron, ne risquent pas de conduire le Français lambda à reconsidérer son soutien à un Président qui exporte ses méthodes musclées de la France vers l'Afrique, à moins qu'il ne s'agisse de réimporter vers la France, les méthodes de la françafrique ?

6. SA. La mobilisation au Niger pour soutenir les militaires. Un début de révolution africaine après Mali, Burkina Faso et Guinée ? Pourriez-vous nous expliquer l'impressionnante mobilisation du Peuple nigérien au Niger pour soutenir les militaires ?

YEA. La mobilisation, toutes classes confondues, du Peuple nigérien s'explique par la fin d'une période où les intérêts du Peuple et de la patrie ont été systématiquement considérés comme des priorités secondes. Le Peuple nigérien se mobilise pour défendre ses intérêts. Attention, si les militaires au pouvoir font l'erreur d'entrer en négociation avec le réseau françafrique qui semble avoir infiltré les dirigeants de la CEDEAO, le même peuple vaillant du Niger n'hésitera pas à confier son destin à des citoyens qui les représentent « vraiment ».



7. SA. Les Etats n'ayant que des intérêts et pas d'amis, comment les militaires parviendront-ils à éviter le piège ou la tentation de remplacer les anciens colons par la Fédération de Russie ?

YEA. S'il s'agit de remplacer les anciens colons ou néo-colons, il suffit de faire référence aux présidents nigériens passés, et plus particulièrement le président déchu, Mohamed Bazoum. Pour ce qui est des militaires qui ont pris le pouvoir, il s'agit d'une véritable mutation politique, surtout si l'on voit les changements d'alliances stratégiques qui sont en train de s'opérer pour se ce qui est d'assurer la défense de la sécurité territoriale. Les militaires nigériens au pouvoir actuellement semblent animés par le respect des valeurs africaines ancestrales et une volonté de servir un Peuple nigérien qui a été, dans sa grande majorité privée de toute liberté.

Il suffit de rappeler les déchets radioactifs qui tuent à petit feu, toutes les populations qui se trouvent dans la proximité des exploitations minières d'uranium conduites par la France pour mieux comprendre, la responsabilité de la France en matière de destruction de l'environnement, sans oublier la responsabilité première d'avoir introduit les terroristes djihadistes ou pas dans le Sahel, y compris au Niger.

Il ne s'agit pas de remplacer, mais de traiter d'égal à égal afin de continuer de céder à vil prix les richesses du Niger, et en contrepartie, utiliser les revenus de ces richesses pour organiser le retour d'une indépendance retrouvée, une indépendance militaire, territoriale, décisionnelle et donc monétaire, économique, financière, culturelle et environnementale. Il faudra d'ailleurs faire un procès aux entreprises françaises responsables du niveau très élevé de radioactivité dans les régions où Areva devenu Orano ont exploité ou exploitent encore les richesses du Niger.

8. SA. Quelle leçon les peuples africains notamment ceux de la CEDEAO peuvent tirer de ces récents coups d'Etat militaire considérés comme salutaires pour certains ?

YEA. La leçon est simple. Il n'y aura pas de changement possible pour chaque africain, mais aussi pour les dirigeants de la CEDEAO et leurs enfants s'ils ne s'engagent pas eux-mêmes dans la lutte de la deuxième et vraie indépendance économique, monétaire pour une souveraineté entière de leur Nation, non sans la structurer dans le cadre de l'avènement à terme de l'unité panafricaine. Chacun cherche à imaginer en Afrique de l'Ouest qui sera le prochain à subir un Coup d'Etat, à moins que certains ne discutent déjà l'avènement d'un Gouvernement d'union nationale pour éviter le pire comme au Togo, au Sénégal, en Côte d'Ivoire ? voire même le Bénin, la Sierra Leone, ou le Nigeria, etc.

En effet, dès lors que les décisions des dirigeants africains semblent se confondre avec celui des intérêts étrangers, le risque d'un départ précipité et imprévu du pouvoir n'est pas impossible. Que cela s'appelle un « coup d'Etat » militaire » ou « constitutionnel » ne dérange pas le Peuple africain qui en a marre de la démocratie occidentale de la contrevérité des urnes en Afrique. Pour le moment, les Coups d'Etat se sont passés sans effusion de sang. Rien n'est moins sûr dans le cas du Togo avec Faure Gnassingbé, un président illégal et anticonstitutionnel, qui est à son 5^e mandat illégal et anticonstitutionnel et soutenu par les différents présidents français y compris Emmanuel Macron, mais aussi par des présidents africains, dont les nigériens Olusegun Obasanjo et aujourd'hui Bola Tinubu... Il faut tout mettre en perspective historique pour comprendre que la patience du Peuple africain et de la société civile africaine ne pourra plus faire l'objet d'une prolongation.



9. Sur un autre plan, le Sommet Russie-Afrique a certainement influencé le Coup d'Etat au Niger. Plus globalement, l'Afrique est-elle un sujet ou un acteur dans les échanges avec le Président russe Vladimir Putin ? Est-ce qu'il est question de soutenir le développement endogène des Africains ? Pourquoi les dirigeants africains ont-ils encore étalé aux yeux du monde leurs antagonismes et leurs contradictions ?

YEA. D'abord, vous avez la réponse dans la première partie de votre affirmation. Sans l'assurance d'avoir un soutien militaire sans faille, aucun militaire intelligent ne va pas s'engager dans une opération de type « coup d'Etat en Afrique », ce en sachant que les pays néocoloniaux ne vont pas hésiter à déployer des forces disproportionnées pour rétablir leur présence.

Pour ce qui est des relations avec la Russie, il y a au moins deux Afriques et donc deux types de dirigeants africains. Ceux qui ont choisi d'être de simples relais et valets des pays occidentaux au niveau des échanges avec la Russie et ceux qui y sont allés au Sommet Russie-Afrique par conviction afin d'augmenter leur capacité de défense et leur marge de négociation avec le groupe de l'OTAN, la France en particulier.

Pour ce qui est des antagonismes entre chefs d'Etat africains, il s'agit d'un processus sain d'explication sur la place publique entre le premier groupe et le second groupe. L'Union africain où ces explications devraient avoir lieu, ne fonctionne, plus car financée à plus de 83 % par l'Union européenne. Il faut que le Peuple africain puisse savoir que l'hypocrisie de certains chefs d'Etat africains, représentant officiel ou officieux de la France et des puissances de l'OTAN est terminée. Les nouveaux dirigeants sérieux, non-hypocrites, et soucieux de leur dignité africaine, ont choisi de soutenir leur Peuple. Ceux qui ont décidé de continuer à faire semblant comme Faure Gnassingbé au Togo, devront tôt ou tard, se rendre à l'évidence qu'ils reculent pour mieux sauter sur ce qu'ils ont toujours fait avec le soutien de la France, des coups d'Etat militaires sanglants et des coups d'Etat militaires constitutionnels avec l'aval de la CEDEAO.

10. SA. Votre mot de fin, Dr. Amaïzo ?

YEA. Le fait pour les autorités militaires du Niger de dénoncer les accords militaires secrets avec la France et de limoger quatre de leurs ambassadeurs, dont celui en France et celui au Togo, témoignent d'une détermination sans précédent. Ils ont été considérés comme des « traîtres ».

Si les pays amis de la souveraineté africaine ne font pas défaut, les ex-colonisateurs et leurs relais africains risquent de vouloir insister pour entrer non plus en guerre, mais faire des opérations ciblées de « commando » comme d'antan, le mercenaire français Bob Dénard qui travaillait en catimini pour les services secrets français, pour déstabiliser les pays africains non pas hostile à la France, mais défendant leurs intérêts et leur souveraineté. En Libye, la question reste toujours posée dans les réseaux sociaux de savoir si ceux qui ont assassiné Mouammar Kadhafi, n'étaient pas des agents des services secrets occidentaux déguisés en « Touaregs ».

Au demeurant, on sait comment on commence une guerre, on ne sait jamais comment on la finit. Pour ceux qui rêvent encore de coloniser sous des formes modernes, le résultat final risque de se révéler n'être qu'une erreur stratégique qui devrait se révéler être contre-productive pour leurs intérêts.

Je ne peux m'empêcher le soutien panafricain à la société civile nigérienne, notamment le qui œuvre pour l'inclusion, le retour de la liberté et de la souveraineté entière du Peuple nigérien. Les



représentants organisations de la société civile du Niger devraient s'assurer d'être associées directement et sans intimidation à toutes leurs démarches du nouveau pouvoir.

Une des priorités est d'influencer les nouvelles autorités du Niger à s'inscrire rapidement comme un nouveau membre du groupe des BRICS PLUS afin de s'assurer que les projets de la société civile et des populations nigériennes puissent trouver un financement auprès de la Nouvelle Banque de Développement, la Banque des BRICS basée à Shanghai. Toute déviation du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie de cet objectif conduirait à une mise en cause de leur sincérité par le Peuple du Niger.

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO

Président Afrocentricity Think Tank

06 août 2022.

©Afrocentricity Think Tank

www.afrocentricity.info